

Table des matières

Résumé	7
Introduction	9
De l'aphasie du législateur à sa logorrhée...	9
L'échec du concordat	9
Vers un nouveau régime	12
L'amendement du gouvernement du 23 mai 2008	14
Examen et vote de l'amendement du gouvernement à la Chambre et au Sénat	17
Termes usités – Références	19
Les grands traits de la loi nouvelle	20
Simplifications	22
Clarifications	24
Philosophie générale – Priorité à la sauvegarde de l'entreprise – Droits des créanciers non ignorés – Sûretés issues de la pratique	25
Titre 1^{er}	
Dispositions générales	31
Article 1 ^{er} . – Procédure législative	31
Article 2. – Définitions	32
Articles 3 et 4. – Champ d'application – Extension	34
Articles 5 et 6. – Dispositions procédurales	37
Article 7. – Absence d'effet modificatif ou dérogoire implicite	42
Titre 2	
La collecte des données et les enquêtes commerciales	45
Article 8 à 12. – Généralités	45

Articles 8, alinéa 3, et 12, § 3. – Dépistage et enquête commerciale – Échanges entre les tribunaux et les organismes d’assistance	48
Article 10. – Dépistage – Nouveaux clignotants	49
Article 11. – Traitement automatisé des données collectées	51
Article 12. – Enquêtes commerciales – Généralités	52
Article 12, § 6. – Incompatibilités	54
Article 12. – Actes des chambres d’enquête commerciale. Recours en cassation	55
Article 13 et 14. – Mesures conservatoires	58
Article 13. – Médiateurs d’entreprise	58
Article 14. – Désignation de mandataires de justice et d’administra- teurs provisoires	61
Article 76. – Désignation d’administrateurs provisoires au dessaisis- sement	63
Titre 3	
L’accord amiable	65
Article 15. – L’accord amiable	65
Titre 4	
La réorganisation judiciaire	71
Chapitre 1^{er}. Dispositions générales	
Article 16. – Objectif et formules	71
Article 17. – La demande d’ouverture d’une procédure en réorgani- sation judiciaire	73
Articles 18 et 19. – Désignation d’un juge délégué – Mission	76
Article 20. – Ouverture du dossier de la procédure de réorganisa- tion judiciaire	78
Article 21. – Production de pièces	79
Article 22. – Effets du dépôt de la requête sur la situation du débiteur	80
Article 23. – Conditions de fond de l’ouverture de la procédure	81
Articles 24, 25 et 29. – La décision du tribunal – Recours – Infor- mation du président	85
Article 26. – Publicité du jugement d’ouverture de la procédure	87
Article 27. – Mandataire chargé d’assister le débiteur	87
Article 28. – Faute grave et caractérisée – Mauvaise foi manifeste	88
Articles 30 et 31. – Effets de la décision de réorganisation – Voies conservatoires et exécutoires : effets maintenus	90

Articles 32 à 34. – Effets de la décision de réorganisation – Clarifications: créances touchées, paiement volontaire, action directe, opposabilité des paiements, compensation	91
Articles 30 à 35. – Effets de la décision de réorganisation – Pas de concours	94
Article 34. – Compensation pendant le sursis et après l’homologation	98
Article 35 et 36. – Contrats en cours – Poursuite – Principe – Exceptions	100
Article 35. – Contrats en cours – Droit <i>sui generis</i> du débiteur de ne pas les exécuter pendant le sursis en cas de nécessité pour élaborer un plan de réorganisation ou pour permettre un transfert sous autorité de justice	103
Article 35. – Contrats en cours – Inexécution par le débiteur – Droits des cocontractants – Exception d’inexécution, droit de rétention, droit de résolution	107
Article 35. – Contrats en cours – Droits du vendeur	110
Articles 30 à 36 et 50. – Effets de la décision de réorganisation – Contrats en cours – Intérêts de retard – Intérêts rémunérateurs	112
Article 37. – Contrats en cours – Exécution – Engagements nouveaux – Superprivilège des cocontractants du débiteur	112
Article 38. – Prorogation ou réduction de la durée du sursis provisoire	115
Article 39. – Modification de l’objectif de la procédure	116
Articles 40 et 41. – Fin anticipée et clôture de la procédure	116
Article 42. – Fin anticipée ou expiration du sursis provisoire – Recouvrement des droits des créanciers	118
Chapitre 2. La réorganisation judiciaire par accord amiable	
Article 43 – Surveillance du juge délégué– Assistance éventuelle d’un mandataire – Octroi de termes et délais	118
Chapitre 3. La réorganisation judiciaire par accord collectif	
Article 44. – Dépôt du plan de réorganisation	120
Articles 45, 46 et 57. – Détermination du passif	120
Articles 47 à 52. – Confection du plan de réorganisation	122
Article 47. – Le plan de réorganisation – Principe – Teneur en grandes lignes	123
Article 48. – Indication des créances susceptibles d’être touchées par le plan de réorganisation	123
Articles 49 et 51. – Partie prescriptive du plan de réorganisation – Mesures à prévoir ou susceptibles d’être prévues dans le plan	125

Article 50. – Étendue des mesures susceptibles d'être imposées aux créanciers sursitaires extraordinaires – Sursis extraordinaire – Nouveaux délais	127
Article 52. – Exécution du plan de réorganisation – Délai	129
Articles 53 et 54. – Information et vote des créanciers	130
Articles 55 et 56. – Homologation du plan de réorganisation	131
Article 57. – Effets de l'homologation	134
Article 58. – Révocation du plan de réorganisation	135
Chapitre 4. La réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice	
Article 59. – Philosophie	136
Article 59. – Conditions du transfert et procédure	138
Article 60. – Nomination d'un mandataire de justice chargé du transfert	140
Article 61. – Réglementation sociale du transfert sous autorité de justice	140
Article 62 à 64. – Modalités d'exécution du transfert – Décision du tribunal	144
Articles 65, 66 et 68. – Effets du transfert sous autorité de justice	148
Article 67. – Clôture de la procédure à la suite du transfert	150
Article 69. – Suspension des voies d'exécution à charge de sûretés personnelles	151
Article 70. – Décharge du débiteur personne physique	151
Titre 5	
Dispositions diverses	153
Article 71. – Dispositions relatives aux mandataires de justice	153
Titre 6	
Dispositions pénales	155
Articles 72 et 73. – Adaptations de dispositions existantes	155
Titre 7	
Dispositions modificatives	157
Articles 74, 75, 78, 79 et 80. – Modifications formelles	157
Articles 76 et 77. – Modifications substantielles	157
Articles 81, 82 et 83. – Dispositions fiscales	157

Titre 8	
Dispositions abrogatoires et transitoires	159
Articles 84 à 86. – Concordance – Abrogation – Entrée en vigueur	
– Procédures en cours	159
Titre 9	
La loi du 26 janvier 2009 modifiant le Code judiciaire	
concernant la continuité des entreprises	161
Article 2. – Compétence élargie des tribunaux de commerce	
en matière de contestations pour raison d'une société	161
Articles 3 et 5. – Compétence des tribunaux du travail en matière	
de transfert sous autorité de justice	162
Article 4. – Compétence de la Cour de cassation en matière d'actes	
des chambres d'enquête commerciale	162
Articles 2, 3 et 6. – Mises en concordance formelles	162
Conclusion	165
Annexes	167
Wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de onder-	
nemingen	168
Loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises	169
Wet van 26 januari 2009 houdende wijziging van het Gerechtelijk	
Wetboek met betrekking tot de continuïteit van de onderne-	
mingen	226
Loi du 26 janvier 2009 modifiant le Code judiciaire concernant la	
continuité des entreprises	227

